

CODE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

5, rue Jean Jaurès
93200 SAINT-DENIS

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

CODE

Association régie par la loi du 1^{er} juillet 1901

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Aux membres de l'association CODE,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association **CODE**, relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice :

- nos contrôles ont notamment porté sur la reconnaissance des subventions d'exploitation ;
- plus généralement, les appréciations auxquelles nous avons procédé ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport financier et dans les autres documents adressés aux membres de l'association sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par votre Conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;

- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris, le 23 juin 2025

Le commissaire aux comptes
EXPONENS Conseil & Expertise



Stéphane CUZIN
Associé

Bilan Actif

Etat exprimé en euros		31/12/2024			31/12/2023
		Brut	Amort. et Dépréc.	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE	IMMOBILISATIONS INCORPORELLES				
	Frais d'établissement				
	Frais de recherche et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Concessions brevets droits similaires	7 050	5 567	1 483	2 506
	Autres immobilisations incorporelles (1)				
	Immobilisations incorporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	IMMOBILISATIONS CORPORELLES				
	Terrains				
ACTIF CIRCULANT	Constructions				
	Installations techniques,mat. et outillage indus.				
	Autres immobilisations corporelles	783 315	542 239	241 076	301 596
	Immobilisations corporelles en cours				
	Avances et acomptes				
	BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES				
	IMMOBILISATIONS FINANCIERES (2)				
	Participations évaluées selon mise en équival.				
	Autres participations				
	Créances rattachées à des participations				
COMPTES DE REGULARISATION	Autres titres immobilisés	1 906		1 906	1 861
	Prêts				
	Autres immobilisations financières	27 133		27 133	26 230
	TOTAL (I)	819 404	547 806	271 598	332 193
	STOCKS ET EN-COURS				
	Matières premières, approvisionnements				
	En-cours de production de biens				
	En-cours de production de services				
	Produits intermédiaires et finis				
	Marchandises				
COMPTES DE REGULARISATION	Avances et Acomptes versés sur commandes				
	CREANCES (3)				
	Créances clients, usagers et comptes rattachés				10 956
	Créances reçues par legs ou donations				
	Autres créances	893 155	61 957	831 198	1 982 581
	VALEURS MOBILIERES DE PLACEMENT				
	DISPONIBILITES	5 177 585		5 177 585	3 605 016
	Charges constatées d'avance	4 693		4 693	14 205
	TOTAL (II)	6 075 434	61 957	6 013 476	5 612 758
	Frais d'émission d'emprunt à étaler (III)				
COMPTES DE REGULARISATION	Primes de remboursement des obligations (IV)				
	Ecart de conversion actif (V)				
	TOTAL ACTIF (I à V)	6 894 838	609 763	6 285 075	5 944 951
(1) dont droit au bail					
(2) dont à moins d'un an					
(3) dont à plus d'un an					

Bilan Passif

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

FONDS PROPRES	Fonds propres sans droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires	496 624	496 624
	Fonds propres avec droit de reprise		
	Fonds propres statutaires		
	Fonds propres complémentaires		
	Ecarts de réévaluation		
	Réserves		
	Réserves statutaires ou contractuelles		
	Réserves pour projet de l'entité		
Fonds reportés et dédiés	Autres		
	Report à nouveau	3 326 471	2 839 937
	Excédent ou déficit de l'exercice	520 254	486 534
	Total des fonds propres (situation nette)	4 343 349	3 823 095
	Fonds propres consommables		
	Subventions d'investissement	183 134	217 998
	Provisions réglementées		
	Total des autres fonds propres	183 134	217 998
	Total des fonds propres	4 526 483	4 041 093
Provisions	Fonds reportés liés aux legs ou donations		
	Fonds dédiés sur subventions d'exploitation	60 000	732 773
	Fonds dédiés sur contributions financières d'autres organismes		
Fonds reportés et dédiés	Fonds dédiés sur ressources liées à la générosité du public		
	Total des fonds reportés et dédiés	60 000	732 773
Provisions	Provisions pour risques	53 954	34 554
	Provisions pour charges	206 745	249 884
	Total des provisions	260 699	284 439
DETTES (1)	DETTES FINANCIERES		
	Emprunts obligataires convertibles		
	Autres emprunts obligataires		
	Emprunts dettes auprès des établissements de crédit (2)		
	Emprunts et dettes financières divers		
	Avances et acomptes reçus sur commandes en cours		
	DETTES D'EXPLOITATION		
	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	120 369	186 774
	Dettes des legs ou donations		
	Dettes fiscales et sociales	890 039	687 412
DETTES (1)	DETTES DIVERSES		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
	Autres dettes		12 460
	Produits constatés d'avance	427 484	
	Total des dettes	1 437 892	886 647
	Ecarts de conversion passif		
	TOTAL PASSIF	6 285 075	5 944 951
	Résultat de l'exercice exprimé en centimes	520 254,35	486 534,07
	(1) Dont à moins d'un an	1 437 892	886 647
	(2) Dont concours bancaires courants, et soldes créditeurs de banques et CCP		

Compte de Résultat 1/2

Etat exprimé en euros		31/12/2024	31/12/2023
		12 mois	12 mois
PRODUITS D'EXPLOITATION	Cotisations		
	Vente de biens et services		
	Ventes de biens		
	dont ventes de dons en nature		
	Ventes de prestations de service		3 058
	dont parrainages		
	Produits de tiers financeurs		
	Concours publics et subventions d'exploitation	5 539 193	5 990 544
	Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
	Ressources liées à la générosité du public		
	Dons manuels		
	Mécénats		
	Legs, donations et assurances-vie		
	Contributions financières		
	Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	131 613	40 952
CHARGES D'EXPLOITATION	Utilisations des fonds dédiés	732 773	494 437
	Autres produits	5 197	39 029
	Total des produits d'exploitation	6 408 776	6 568 020
	Achats de marchandises		
	Variation de stock		
	Achats de matières et autres approvisionnements		
	Variation de stock		
	Autres achats et charges externes	1 311 322	1 387 938
	Aides financières	(324)	39 314
	Impôts, taxes et versements assimilés	324 618	285 039
	Salaires et traitements	2 965 284	2 607 867
	Charges sociales	1 103 449	931 879
	Dotation aux amortissements et dépréciations	78 747	60 092
	Dotation aux provisions	40 000	29 350
	Reports en fonds dédiés	60 000	732 773
	Autres charges	46 407	32 808
	Total des charges d'exploitation	5 929 503	6 107 059
RESULTAT D'EXPLOITATION		479 272	460 961

Compte de Résultat 2/2

Etat exprimé en euros

31/12/2024

31/12/2023

RESULTAT D'EXPLOITATION		479 272	460 961
PRODUITS FINANCIERS	De participation		
	D'autres valeurs mobilières et créances d'actif immobilisé		
	Autres intérêts et produits assimilés	7 897	7 693
	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
	Différences positives de change		
	Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des produits financiers		7 897	7 693
CHARGES FINANCIERES	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
	Intérêts et charges assimilées		
	Différences négatives de change		
	Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total des charges financières			
RESULTAT FINANCIER		7 897	7 693
RESULTAT COURANT avant impôts		487 169	468 654
PRODUITS EXCEPTIONNELS	Sur opérations de gestion		
	Sur opérations en capital	34 864	21 609
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total des produits exceptionnels		34 864	21 609
CHARGES EXCEPTIONNELLES	Sur opérations de gestion	555	2 512
	Sur opérations en capital		
	Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total des charges exceptionnelles		555	2 512
RESULTAT EXCEPTIONNEL		34 309	19 098
Participation des salariés aux résultats			
Impôts sur les bénéfices		1 224	1 218
TOTAL DES PRODUITS		6 451 537	6 597 322
TOTAL DES CHARGES		5 931 282	6 110 788
EXCEDENT ou DEFICIT		520 254	486 534
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Dons en nature			
Prestations en nature		44 413	215 892
Bénévolat		18 217	9 105
TOTAL		62 630	224 997
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE			
Secours en nature			
Mise à disposition gratuite de biens			
Prestations		44 413	215 892
Personnel bénévole		18 217	9 105
TOTAL		62 630	224 997

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en **euros**

Les comptes annuels de l'exercice ont été élaborés et présentés conformément aux règles générales applicables en la matière et dans le respect du principe de prudence.

Le bilan de l'exercice présente un total de **6 285 075 euros**.

Le compte de résultat, présenté sous forme de liste, affiche un total **produits** de **6 451 537 euros** et un total **charges** de **5 931 282 euros**, dégageant ainsi un **résultat** de **520 254 euros**.

L'exercice considéré débute le **01/01/2024** et finit le **31/12/2024**.

Il a une durée de **12 mois**.

Les conventions générales comptables ont été appliquées conformément aux hypothèses de base :

- continuité de l'exploitation.
- permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre.
- indépendance des exercices.
- pérennité des financements des activités de l'absorbée.

La méthode de base retenue pour l'évaluation des éléments inscrits en comptabilité est la méthode des coûts historiques.

L'association applique le nouveau règlement comptable ANC 2018-06 relatif au organisme à but non lucratif dont l'application est obligatoire depuis le 1er janvier 2020.

Description de l'objet social, des activités ou missions sociales réalisées et des moyens mis en oeuvre.

L'association a pour objet la mise en oeuvre, sur son territoire de compétence, d'une politique locale concertée d'insertion sociale et professionnelle des personnes en situation d'exclusion, d'une action d'innovation sociale et d'inclusion. Elle s'inscrit dans un projet global défini avec ses parties prenantes, en associant les acteurs locaux pour favoriser la mise en oeuvre de l'accès aux droits, à l'emploi, à la formation, à la création d'entreprise. Objectif Emploi place son action dans le respect des personnes et de leurs différences.

Pour réaliser son objet, l'association porte des dispositifs d'insertion et d'innovation sociale et rend des missions de service public, notamment :

- elle place son action au coeur des grands enjeux territoriaux
- elle propose une dynamique de guichet unique au service de l'inclusion
- elle porte l'accompagnement des jeunes de 16 à 25 ans à travers la Mission Locale
- elle accompagne les adultes dans le cadre de l'Agence Locale d'Insertion (ALI)

En outre, l'association pourra développer les moyens appropriés et notamment :

- participer à toutes instances, groupes de travail, commissions... en lien avec son objet ; y nommer les représentants de son choix ;
- mettre en place des actions de communication et de sensibilisation liées à l'objet de l'association et

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

notamment administrer tout site internet ;

- élaborer et publier tout document et notamment tout support de communication (lettre, ouvrage, etc.) ;
- produire des événements ; participer à des congrès, conférences ou toute autre manifestation ;
- élaborer des partenariats de toute nature avec tout organisme dont la collaboration pourrait lui être utile ;
- recruter tout personnel pour la réalisation de son objet ;
- offrir de manière permanente ou occasionnelle des produits à la vente ou des prestations de services entrant dans le cadre de son objet, ou susceptible de contribuer à sa réalisation ;
- mettre en place des actions de formation, de remobilisation et/ou de sensibilisation.

Faits caractéristiques

En date du 14 décembre 2023, a été adopté l'opération de fusion entre **l'association Objectif Emploi** (L'association absorbante) d'une part et **l'association Mission Intercommunale pour l'Insertion des Jeunes MIIJ** (L'association absorbée) d'autre part.

Cette fusion a été matérialisée par la reprise totale des actifs et passifs selon les valeurs comptables de l'association absorbée (la MIIJ), dans la comptabilité d'Objectif Emploi. La différence a constitué les fonds propres de la MIIJ et a été enregistrée dans le compte 102400 - Fonds propres MIIJ, sans droit de reprise pour une valeur total de 496 624 €.

Selon le traité de fusion, la fusion a pris effet rétroactivement au 1er janvier 2023.

En ce qui concerne les comptes annuels 2024, les principales méthodes utilisées sont :

Immobilisations

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition.

Les amortissements pour dépréciation sont calculés suivant le mode linéaire en fonction de la durée normale d'utilisation des biens.

Depuis l'exercice 2017, une provision pour dépréciation des travaux d'agencement effectués en 2017 a été constituée chaque exercice, afin que la valeur nette comptable de ces travaux soit globalement nulle au 31/12/2021, date à laquelle l'association devait être dans l'obligation de déménager, du fait du Nouveau Programme de Rénovation Urbaine. Le montant de cette provision au 31/12/2021 était de 67.958 €.

Le projet de rénovation n'a pas vu le jour, mais le projet de déménagement est toujours d'actualité. Aussi, la reprise de provision pour dépréciation des immobilisations a été limitée à 16 244 €, afin que le cumul des amortissements et de la provisions sur les travaux d'agencement correspondant à la valeur brute des ces travaux.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Créances et dettes

Les créances et les dettes ont été évaluées pour leur valeur nominale.

Les créances ont, le cas échéant, été dépréciées par voie de provision pour tenir compte des difficultés de recouvrement auxquelles elles étaient susceptibles de donner lieu.

Subventions

Le montant des subventions comptabilisées au 31/12/2024 s'élève à 5 539 193 €.

Il s'agit de subventions reçues ou à recevoir des financeurs suivants :

PLAINE COMMUNE / AGENCE REGION SANTE / FIPD JSMJ / CONSEIL DEPARTEMENTAL / CONSEIL REGIONAL / PREFECTURE ACSE CONTRATS DE VILLE / PLIE-PLAINE COMMUNE / POLE EMPLOI / DRIETS (Le montant du financement DRIETS est de 3 248 120 €) / AGENCE LOCALE INSERTION / VIVRE ENSEMBLE.

Engagements de retraites

Le montant brut des indemnités de départ à la retraite s'élève au 31/12/2024 à 206 745 € y compris les charges sociales et fiscales (53%). Ce montant est provisionné dans les comptes annuels de l'association et figure également en annexe dans les engagements financiers. Le montant de l'engagement des indemnités de départ à la retraite est calculé selon la méthode prospective. Les hypothèses actuarielles retenues sont les suivantes : Taux d'actualisation : 3 % par an, Taux de revalorisation des salaires : 3 % par an, Age conventionnel de départ : 64 ans, le calcul des droits acquis est établi selon la convention collective et les calculs sont basés sur le mode des départs volontaires.

Fonds dédiés

Le montant des fonds dédiés restant à engager, au 31/12/2023, a été utilisé en totalité à hauteur de 732 773 €, sur l'exercice 2024.

Le montant des fonds dédiés, au 31/12/2024, se décompose comme suit :

1- Il s'agit de subventions versées par la DRIETS dans le cadre du dispositif "Pour le Plein Emploi visant des actions de Représentation, de Remobilisation et d'Accompagnement ", pour un montant de 60 000 €.

Au 31/12/2024, le montant des fonds dédiés restant à engager s'élève à 60 000 €.

Chèques Mobilités

Les chèques mobilités attribués par le Conseil Régional ont été utilisés et justifiés, pour un montant de 138 861 €. Ces opérations ont été comptabilisées à la clôture de l'exercice.

Règles et Méthodes Comptables

Etat exprimé en euros

Bénévolat

La valorisation du bénévolat est effectuée conformément à la note 2007-86 du 3/10/07, qui propose le barème suivant :

Fonction dirigeant	5 fois le SMIC augmenté des charges patronales,
Cadres responsables d'activités	3 fois le SMIC augmenté des charges patronales,
Employés, ouvriers	1,20 fois le SMIC augmenté des charges patronales

Les heures de bénévolat s'élèvent à 168.50 heures et ont été valorisées au 31/12/2024, pour un montant de 14 793 € charges comprises, sur la base de la fonction dirigeant.

Les heures de bénévolat s'élèvent à 65 heures et ont été valorisées au 31/12/2024, pour un montant de 3 424 € charges comprises, sur la base de la fonction de cadres responsables d'activités.

Informations complémentaires sur les mouvements des postes du bilan et du compte de résultat

Faisant suite aux opérations de fusion intervenues sur l'exercice 2023, les comptes n'ayant pas pu être soldés au 31/12/2023, car en attente d'apurement sur l'exercice 2024 ou en attente d'informations complémentaires, ont été constatés dans un compte de produits divers et dans un compte de charges diverses au 31/12/2024.

Le solde de ces comptes s'élève respectivement à 543 € (en produits divers) et à 45 919 € (en charges diverses).

C'est le cas notamment pour le poste " IJSS A RECEVOIR MIJ " d'un montant de 35 186 €. Cependant, une provision de 15 000 € pour constater le risque de non recevoir ces IJSS pour les exercices 2021 et 2022 avait été enregistré au 31/12/2023.

Evènements postérieurs à la clôture

Fusion avec Plaine Impact Inclusion avec un effet comptable au 01/01/2025. L'actif net apporté est évalué à 1.214 K€.

Autres rubriques

Néant ou non significatif

Immobilisations

Etat exprimé en euros		Valeurs brutes début d'exercice	Mouvements de l'exercice				Valeurs brutes au 31/12/2024
			Augmentations		Diminutions		
			Réévaluations	Acquisitions	Virt p.à p.	Cessions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement						
	Donations temporaires d'usufruit						
	Autres	7 050					7 050
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	7 050					7 050
CORPORELLES	Terrains						
	Constructions sur sol propre sur sol d'autrui instal. agencé aménagement						
	Instal technique, matériel outillage industriels						
	Instal., agencement, aménagement divers	494 195					494 195
	Matériel de transport						
	Matériel de bureau, informatique et mobilier	288 160		959			289 120
	Emballages récupérables et divers						
	Immobilisations corporelles en cours						
	Avances et acomptes						
	TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES	782 355		959			783 315
BIENS RECUS PAR LEGS OU DONATIONS DESTINES A ETRE CEDES							
FINANCIERES	Participations évaluées en équivalence						
	Autres participations						
	Autres titres immobilisés	1 861		46			1 906
	Prêts et autres immobilisations financières	26 230		903			27 133
	TOTAL IMMOBILISATIONS FINANCIERES	28 091		949			29 039
TOTAL		817 496		1 908			819 404

Amortissements

Etat exprimé en euros		Amortissements début d'exercice	Mouvements de l'exercice		Amortissements au 31/12/2024
			Dotations	Diminutions	
INCORPORELLES	Frais d'établissement et de développement				
	Donations temporaires d'usufruit				
	Autres	4 544	1 023		5 567
	TOTAL IMMOBILISATIONS INCORPORELLES	4 544	1 023		5 567
CORPORELLES	Terrains				
	Constructions sur sol propre				
	sur sol d'autrui				
	instal. agencement aménagement				
	Instal technique, matériel outillage industriels				
	Autres instal., agencement, aménagement divers	262 843	44 468		307 311
	Matériel de transport				
	Matériel de bureau, mobilier	192 830	33 257		226 087
	Emballages récupérables et divers				
TOTAL IMMOBILISATIONS CORPORELLES		455 673	77 724		533 398
TOTAL		460 217	78 747		538 965

Provisions

Etat exprimé en euros

		Début exercice	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
PROVISIONS REGLEMEENTEES	Reconstruction gisements miniers et pétroliers				
	Provisions pour investissement				
	Provisions pour hausse des prix				
	Provisions pour amortissements dérogatoires				
	Provisions fiscales pour prêts d'installation				
	Provisions autres				
	PROVISIONS REGLEMEENTEES				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Pour litiges				
	Pour garanties données aux clients				
	Pour pertes sur marchés à terme				
	Pour amendes et pénalités				
	Pour pertes de change				
	Pour pensions et obligations similaires	249 884		43 139	206 745
	Pour impôts				
	Pour renouvellement des immobilisations				
	Provisions pour gros entretien et grandes révisions				
	Pour chges sociales et fiscales sur congés à payer				
PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	Autres	34 554	40 000	20 600	53 954
	PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES	284 439	40 000	63 739	260 699
PROVISIONS POUR DEPRECIATION	Sur immobilisations { incorporelles corporelles legs ou donations des titres mis en équivalence titres de participation autres immo. financières	25 086		16 244	8 841
	Sur stocks et en-cours				
	Sur comptes clients, usagers				
	Sur créances reçues par legs ou donations				
	Autres	66 480		4 523	61 957
	PROVISIONS POUR DEPRECIATION	91 566		20 767	70 798
TOTAL GENERAL		376 004	40 000	84 507	331 498
Dont dotations et reprises { - d'exploitation - financières - exceptionnelles			40 000	84 507	
Titres mis en équivalence : montant de la dépréciation à la clôture de l'exercice calculée selon les règles prévues à l'article 39-1.5e du C.G.I.					

Créances et Dettes

Etat exprimé en euros

		31/12/2024	1 an au plus	plus d'1 an
CREANCES	Créances rattachées à des participations			
	Prêts			
	Autres immobilisations financières	27 133		27 133
	Clients, usagers douteux ou litigieux			
	Autres créances clients, usagers			
	Créances représentatives des titres prêtés			
	Personnel et comptes rattachés	372	372	
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	23 763	23 763	
	Impôts sur les bénéfices			
	Taxes sur la valeur ajoutée			
	Autres impôts, taxes versements assimilés	117	117	
	Divers	782 114	782 114	
	Confédération, fédération, union, entités affiliées			
	Créances reçues par legs ou donations			
	Débiteurs divers	86 790	86 790	
	Charges constatées d'avance	4 693	4 693	
TOTAL DES CREANCES		924 981	897 849	27 133
Prêts accordés en cours d'exercice				
Remboursements obtenus en cours d'exercice				
Prêts et avances consentis aux associés (personnes physiques)				

		31/12/2024	1 an au plus	1 à 5 ans	plus de 5 ans
DETTES	Emprunts obligataires convertibles				
	Autres emprunts obligataires				
	Emprunts dettes ets de crédit à 1an max. à l'origine				
	Emprunts dettes ets de crédit à plus 1 an à l'origine				
	Emprunts et dettes financières divers				
	Fournisseurs et comptes rattachés	120 369	120 369		
	Dettes des legs ou donations				
	Personnel et comptes rattachés	428 563	428 563		
	Sécurité sociale et autres organismes sociaux	351 002	351 002		
	Impôts sur les bénéfices	1 224	1 224		
	Taxes sur la valeur ajoutée				
	Obligations cautionnées				
	Autres impôts, taxes et assimilés	109 250	109 250		
	Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
	Confédération, fédération, union, entités affiliées				
	Autres dettes				
	Dette représentative de titres empruntés				
	Produits constatés d'avance	427 484	427 484		
TOTAL DES DETTES		1 437 892	1 437 892		
Emprunts souscrits en cours d'exercice					
Emprunts remboursés en cours d'exercice					
Emprunts dettes associés (personnes physiques)					

Produits à recevoir

Etat exprimé en euros		31/12/2024
Total des Produits à recevoir		865 282
Autres créances		865 282
ORG.SOC. PRODUITS A RECEVOIR	1 988	
IJSS / HUMANIS A RECEVOIR	19 199	
SUBV. A REC / LE PLIE	157 003	
SUBV. A REC / AIDE ASP	500	
SUBV. A REC / DRIEETS	316 650	
SUBV. A REC / CONVERGENCE	2 800	
SUBV. A REC / CONSEIL REGIONAL	228 100	
SUBV. A REC / CONSEIL DEPTL.	30 000	
SUBV. A REC / FIPD	6 250	
SUBV. A REC / VIVRE ENSEMBLE	17 000	
SUBV. A REC / TAXE APPRENTISS.	23 811	
CREANCE A RECEVOIR SD MIJ	55 457	
PRODUIT A REC / UNLM SYNDICAUX	6 523	

Charges à payer

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Total des Charges à payer		626 090
Dettes fournisseurs et comptes rattachés		30 209
FOURN. FACT. NON PARVENUES	30 209	
Dettes fiscales et sociales		595 881
DETTE / CONGES A PAYER	303 961	
PRIME A PAYER	98 750	
SALAIRES A PAYER	25 000	
CHGES SOC. / CONGES A PAYER	154 182	
ORG.SOC. CHARGES A PAYER	13 988	

Charges constatées d'avance

Etat exprimé en euros	Période	Montants	31/12/2024
Charges constatées d'avance - EXPLOITATION			4 693
SOMAWEB	01/01/2025 06/07/2025	368	
TARGET SKILLS	01/01/2025 14/12/2025	1 051	
HUARD	01/01/2025 31/03/2025	113	
SHURGARD	01/01/2025 17/01/2025	256	
REVUE FIDUCIAIRE	01/01/2025 30/09/2025	311	
XEROX	01/01/2025 31/01/2025	1 189	
ELIS	01/01/2025 31/01/2025	145	
MACHINE A AFFRANCHIR	01/01/2025 31/12/2025	1 261	
Charges constatées d'avance - FINANCIERES			
Charges constatées d'avance - EXCEPTIONNELLES			
TOTAL			4 693

Produits constatés d'avance

Etat exprimé en euros

Etat exprimé en euros		Période	Montants	31/12/2024
Produits constatés d'avance - EXPLOITATION				487 484
SUBVENTION EXPLOITATION		01/01/2025 31/12/2025	427 484	
FONDS DEDIES		01/01/2025 31/12/2025	60 000	
Produits constatés d'avance - FINANCIERS				
Produits constatés d'avance - EXCEPTIONNELS				
TOTAL				487 484

--

Engagements financiers

Etat exprimé en euros

31/12/2024

Engagements financiers donnés

Engagements financiers reçus

Effets escomptés non échus

Avals, cautions et garanties

Engagements de crédit-bail

Engagements en pensions, retraite et assimilés
INDEMNITE DE DEPART A LA RETRAITE

206 745

206 745

Autres engagements

Total des engagements financiers (1)

206 745

(1) Dont concernant :
Les dirigeants
Les filiales
Les participations
Les autres entreprises liées

Variation des Fonds Propres

Etat exprimé en euros	Fonds propres clôture 31/12/2023	Affectation du résultat N-1	Augmentation	Diminution ou consommation	Fonds propres clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	496 624				496 624
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecart de réévaluation					
Réserves statutaires ou contractuelles					
Réserves pour projet de l'entité					
Autres réserves					
Report à nouveau	2 839 937	486 534			3 326 471
Excédent ou déficit de l'exercice	486 534	(486 534)	520 254		520 254
Situation nette	3 823 095		520 254		4 343 349
Fonds propres consommables					
Subventions d'investissement	217 998			34 864	183 134
Provisions réglementées					
TOTAL	4 041 093		520 254	34 864	4 526 483

Concours publics et subventions

31/12/2024

Etat exprimé en euros

Union européenne	Etat	Collectivités territoriales	CAF	Autres	Montant fin ex.
------------------	------	-----------------------------	-----	--------	-----------------

Concours publics et subventions						
Concours publics						
Subventions d'exploitation		3 417 661	1 681 261		440 271	5 539 193
Subventions d'investissement						
TOTAL		3 417 661	1 681 261		440 271	5 539 193

Evaluation des contributions volontaires en nature

Répartition par nature de produits	31/12/2024	31/12/2023
Dons en nature		
Prestations en nature MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL ET LOCAL		215 892
Bénévolat BENEVOLAT FONCTION DU DIRIGEANT BENEVOLAT FONCTION DES CADRES RESPONSABLES D'ACTIVITE	14 793 3 424	215 892 8 310 795
	18 217	9 105
Total	18 217	224 997

Répartition par nature de charges	31/12/2024	31/12/2023
Secours en nature		
Mise à disposition gratuite de biens		
Prestations MISE A DISPOSITION DU PERSONNEL ET LOCAL		215 892
Personnel bénévole BENEVOLAT FONCTION DU DIRIGEANT BENEVOLAT FONCTION DES CADRES RESPONSABLES D'ACTIVITE	14 793 3 424	215 892 8 310 795
	18 217	9 105
Total	18 217	224 997